



LIVRET 4 LA RÉGLEMENTATION DE L'URBANISME VIS-À-VIS DU VÉGÉTAL

Fiche 4.7 Les préconisations liées aux réseaux

De quoi s'agit-il ?

Les concessionnaires de réseaux qui occupent le domaine public doivent respecter les règlements de voirie dans lesquelles figurent des normes AFNOR et peuvent figurer des dispositions particulières au sujet des plantations.

Pour les réseaux souterrains : parmi les normes AFNOR il convient de citer : la norme NFP 98-331 de septembre 1994 sur les distances à respecter entre l'arbre et les réseaux souterrains. Elle précise qu'il doit y avoir un minimum deux mètres entre l'arbre et les réseaux.



CONTRAINTES D'IMPLANTATION DES TRANCHÉES (cf. norme NF P 98-331)

Aucune implantation de réseau n'est possible à moins de 2 m de distance des arbres (distance en projection horizontale entre le point le plus proche de la tranchée et le bord du tronc), et à moins de 1 m de distance des végétaux (arbustes, haies, etc.).

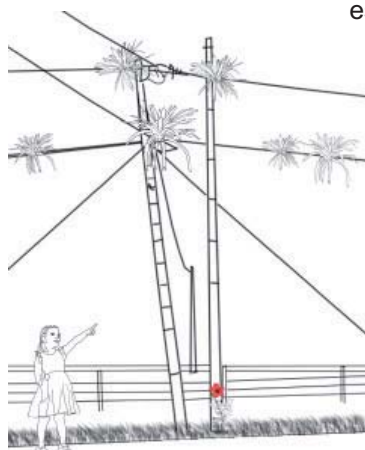
On peut exceptionnellement s'approcher à 1,50 m des arbres à condition de prendre des dispositions particulières avec le propriétaire ou le gestionnaire des arbres pour éviter la détérioration des réseaux par les racines et le dépérissement des végétaux. Il est interdit de couper des racines de diamètre supérieur à 5 cm. En cas de coupure accidentelle de racines de diamètre supérieur à 5 cm, le gestionnaire de l'arbre doit en être averti.

Comment le faire ?

Les réseaux électriques

Pour tout le réseau aérien, les droits et obligations d'EDF sont énoncés à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Servitude d'élégage : EDF est autorisé à « couper les arbres ou les branches qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages ».



L'élégage est effectué par l'exploitant sous réserve d'un délai d'avertissement des propriétaires de 8 jours.

Le champ de cette disposition légale est précisé dans un arrêté technique interministériel qui définit notamment les distances de sécurité nécessaires pour prévenir les dommages causés aux lignes : arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique. Servitude d'abattage : la loi permet la coupe des arbres susceptibles de gêner la pose de conducteurs aériens, d'endommager les circuits. Cet abattage peut couvrir jusqu'à 3,5 ha de terrains boisés.

L'indemnité pour trouble de jouissance existe. Elle est fixée par le Tribunal de Grande Instance.

À noter qu'en Guadeloupe, EDF a édité une plaquette simple et complète (edf-guadeloupe-drdict@edf.fr).



Les réseaux téléphoniques

Pour les réseaux aériens, il n'existe plus de servitude d'élagage. Cependant l'article 65 du Code des postes et télécommunications précise « Le fait de déplacer, détériorer, dégrader de quelque manière que ce soit, une installation d'un réseau ouvert au public ou de compromettre le fonctionnement d'un tel réseau est puni d'une amende de 1 500 €. ».

En sanctionnant les atteintes au réseau, cet article oblige les propriétaires riverains à entretenir leurs arbres. France Télécom peut mettre en demeure les propriétaires d'élaguer et en dernier ressort peut demander au préfet de prendre un arrêté l'autorisant à le faire.

Il faut rappeler la responsabilité qui pèse sur les propriétaires des arbres qui causent des dommages (cf supra).

Pour les réseaux souterrains, France Télécom, doit tenir compte de règles d'ingénieries techniques, règles internes qui concernent en particulier les structures.

Au-delà de ces règles, les concessionnaires peuvent passer des accords avec les collectivités pour une meilleure cohabitation des réseaux et des arbres

Extrait de l'arrêté technique du 17 mai 2001 concernant les réseaux électriques :

Article 26 Distance aux arbres et obstacles divers.

§ 1er. Les prescriptions du présent article sont applicables aux voisinages :
Des arbres, sauf s'il s'agit de conducteurs isolés BT ou de câbles aériens HTA ;
Des constructions au sol non normalement accessibles à des personnes et des parties saillantes des bâtiments non normalement accessibles à des personnes lorsque ces diverses installations atteignent un niveau de plus de 3 mètres au-dessus du sol ;
Des terrains en très forte pente ou des falaises non normalement accessibles à des personnes.

§ 2. La distance de base est :
b 1 mètre pour les conducteurs nus ;
b 0 mètre pour les conducteurs isolés.
La distance de tension est t3 pour le surplomb et t1 pour le voisinage latéral.

§ 3. Les distances minimales prescrites par les paragraphes 1er et 2 du présent article doivent être respectées pour les positions des conducteurs électriques correspondant :
En cas de surplomb, à leur température maximale et à l'absence de vent ;
En cas de voisinage latéral, à une température de ces conducteurs de 15 °C et à toutes les pressions de vent inférieures ou égales à 240 Pa dans les zones à vent normal et à 360 Pa dans les zones à vent fort.

Les zones de vent sont celles définies à l'article 13.

§ 4. La distance totale minimale D ne doit pas être inférieure à 2 mètres pour la position des conducteurs correspondant à leur température maximale et à l'absence de vent, lorsqu'il s'agit de lignes en conducteurs nus haute tension.

§ 5. Des visites périodiques des lignes aériennes en conducteurs nus doivent être effectuées afin d'en déceler les déficiences éventuelles et de déterminer les élagages et abattages nécessaires, notamment ceux d'arbres morts ou en voie de dépérissement susceptibles de tomber sur les ouvrages.

Les dates et les résultats de ces visites doivent être mentionnées sur un registre ou regroupés dans un dossier tenu à la disposition du service du contrôle.

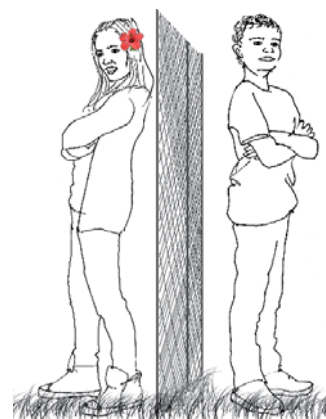
Les travaux dont ces visites ont fait apparaître la nécessité doivent être effectués dans les meilleurs délais.



Les arbres situés sur les propriétés riveraines des voies publiques

Le Code de la voirie routière prévoit que seront punis d'une amende ceux qui auront établi, laissé croître des arbres ou des haies à moins de deux mètres de la limite du domaine public routier (Art R. 116-2). Cette servitude peut impliquer l'obligation de supprimer ou interdire des plantations (art L. 114-2).

Le même Code instaure une servitude de visibilité pour les propriétés voisines des voies publiques, situées à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommode pour la circulation publique (Art L. 114-1).



Les arbres situés sur le domaine public

Routes nationales (propriétaire État), de nombreuses circulaires et notices techniques ont été rédigées :

- ▶ Circulaire n° 79-76 du 10 août 1979 relative à la conception générale des plantations et aux modalités de mise en œuvre.
- ▶ Circulaire n° 84-81 du 28 novembre 1884 relative aux conditions techniques des plantations d'alignement sur les routes nationales hors agglomération qui conseille ne pas planter à moins de 4 m de la chaussée et indique les modalités techniques (glissières) dans le cas où des arbres sont plantés à moins de 4 m.
- ▶ Circulaire n° 89-64 du 10 octobre 1989 relative aux plantations le long des routes nationales, qui préconise en particulier d'établir un plan de gestion au niveau départemental après un état des lieux (sanitaire, paysage, sécurité, état des emprises existantes). Ce plan de gestion établit un programme de réalisation à long terme.
- ▶ Circulaire-guide Aménagement des Routes Principales de 1994 qui concerne principalement la géométrie des voies. Ce document donne des indications sur les plantations. Pour les routes nouvelles par exemple, elle préconise de planter à une distance minimum de 7 m de la chaussée.
- ▶ Cahiers des Clauses Techniques Générales : Fasc. 35 aménagements paysagers. Ce document accompagne les appels d'offre des marchés publics.
- ▶ Lettre-circulaire du 16 décembre 1987 R/EG2 relative au renforcement, l'aménagement et l'équipement des routes nationales qui met l'accent sur l'aménagement paysager.

En septembre 2005, l'État a conclu une convention transférant les routes nationales dans le patrimoine de la Région Guadeloupe. En novembre 2007, est créé le Syndicat mixte «Routes de Guadeloupe» qui gère les routes nationales et départementales. En juin 2014, les règlements de voirie ont été validés en juin 2014.

Ces règlements précisent «qu'il n'est permis d'avoir des arbres en bordure du domaine public routier qu'à une distance de 2 mètres pour les plantations qui dépassent 2 m de hauteur et à la distance de 0,50 m pour les autres.» À noter que le fait, à l'appui de l'article R116-2, 5° alinéa du Code de la voirie routière, de laisser croître des arbres ou haies à moins de 2 m de la limite du domaine public routier en l'absence d'autorisation est puni d'une amende de 5ème classe.

«Aux embranchements des voies nationales, la hauteur des haies ne peut excéder 1 m au-dessus de l'axe des chaussées sur une longueur de 50 m.»

« Les arbres, branches et racines qui avancent sur le sol du domaine public routier doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence des propriétaires. de plus, si le feuillage réduit la visibilité des usagers de la route, il pourra être demandé au propriétaire d'élaguer les arbres sur une hauteur de 4 m à compter du sol. »

Voies communales (propriétaire commune)

Les communes peuvent établir un règlement de voirie communale. Il faut se rapprocher des services techniques ou d'urbanisme des communes pour prendre connaissance du règlement lorsqu'il existe.



La gestion des arbres d'alignements le long des routes

Selon le décret n° 98-865 du 23 septembre 1998¹¹³, le préfet peut consulter la commission départementale des sites, perspectives et paysages sur des projets dont l'importance des effets sur le paysage le justifie. Les projets d'abattage d'arbres entrent évidemment dans ce cadre.

De manière plus précise, une circulaire du 31 mai 1985 relative au rôle de la commission des sites préconise expressément la consultation de la commission pour les projets d'abattage d'arbres d'alignement sur les routes

départementales et nationales. La circulaire du 23 octobre 1998¹¹⁵ qui fait suite au décret de 1998, ne reprend pas dans le détail le rôle de la commission. Elle complète la circulaire de 1985. On peut dès lors considérer que les termes de cette dernière sur la consultation de la commission pour les projets d'abattage d'arbre restent en vigueur.

De plus, il peut y avoir obligation d'étude d'impact selon l'ampleur des travaux à réaliser



alignement de Gommiers rouges à Saint-François



couvert arboré dense sur une voie urbaine au Brésil

➡ Pour en savoir plus...

Références

- ▶ **Articulation des procédures relatives aux milieux naturels : cas des infrastructures de transport terrestre - Diagnostic et recommandations** (MEDDE / CETE de Lyon 2013)
- ▶ **Prise en compte de l'environnement et du paysage dans les projets routiers** (Circulaire n° 96-21 du 11 mars 1996)
- ▶ **Pourquoi faut-il élaguer les arbres qui sont à proximité des réseaux électriques ?** (EDF Guadeloupe)

À lire aussi en complément :

Fiches 0.2, 1.1, 1.6,
Fiches 2.3, 3.4, 3.5, 3.7
Fiches 4.4, 4.5, 4.6

Sitographie

- ▶ www.developpement-durable.gouv.fr
- ▶ www.arbres-caue77.org
- ▶ www.guadeloupe.edf.com